

XLV. Quelles priorités face aux transformations politiques et aux enjeux socio-économiques au sud de la Méditerranée

[Published first in: Rapport, 8e SIEM-Comité 1]

Quelles priorités face aux transformations politiques et aux enjeux socio-économiques au sud de la Méditerranée

President: Zeid Al Sabban, Ligue Arabe

Rapporteur: Ioannis Th. Mazis, Grèce

Secrétaire: Azza Turki, Tunisie

Cadre du Comité: Emmanuel Dupuy

Membres du Comité

Zeid Al Sabban, Ligue Arabe

Ioannis Th. Mazis, Grèce

Azza Turki, Tunisie

Hani al Masri, Palestine

Ashraf Hamdi, Egypte

Valter Conte, Italie

Ibrahim Gharaibeh, Jordanie

Abdelkrim Michbal, Maroc

Causes générales

1. Économiques et sociales

- Mauvaise gouvernance

- Asymétrie de développement (centre/périphérie; urbanité/ruralité)
- Inégalité dans la répartition des richesses
- Fort taux de chômage parmi les jeunes et/ou les diplômés
- Précarité du travail
- Absence du sentiment de dignité
- Corruption
- Clientélisme

2. Politiques

- Absence de l'État de droit
- Monopole du pouvoir/Manque de pluralisme
- Absence des libertés fondamentales
- Inexistence de souveraineté populaire

Acteurs et Moyens

Grande mobilisation populaire

1. Acteurs

- Société civile, Organisations et partis politiques (Syndicats, ONG, journalistes, intellectuels, fondations, lobbies, entrepreneurs)
- Forces armées (comme garantes de la stabilité)
- Institutions religieuses officielles aux événements
- Mouvements socio-politiques religieux

2. Moyens

- Internet (Forums discussion)
- Réseaux sociaux/ Médias alternatifs (mobilisation) ● Téléphonie (diffusion image)
- Médias traditionnels (comme relais d'opinion)

Conséquences

- Renversements des dirigeants/ Émergence d'une nouvelle élite politique
- Activités politiques et sociales plus denses et effectives
- Accentuation des priorités (liberté, équité et justice sociale)
- Préoccupation quant à la place des minorités et des identités

- Montée de l'agenda de l'Islam politique (ex: faux débat sur l'identité)
- Affaiblissement des institutions
- Visibilité active des salafistes
- Impact négatif de la crise (augmentation du chômage, baisse des investissements, baisse du tourisme...)
- Prise de conscience de la nécessité de la coopération régionale
 - i) Ligue Arabe (divergences internes dans les structures des États/ Restructuration)
 - ii) Transmaghreb/relance de l'UMA (Union du Maghreb Arabe)
- Reformulation des priorités méridionales des acteurs internationaux (États-Unis, Union Européenne, Russie, Chine...)

Priorités

- Garantie de l'unité territoriale (Libye, Syrie, Égypte)
- Cohésion sociale
- Souveraineté de la Loi et de l'État (institutions régaliennes)
- Opposition à toute forme future d'ingérence et d'interventionnisme extérieures (politique, militaire, idéologique ou philosophique)
- Lutte contre le chômage et l'illettrisme
- Qualité et Adéquation de l'enseignement aux besoins
- Développement et Amélioration de l'offre de santé
- Mise en place d'une Économie et d'une Démocratie Sociale (démarche participative)
- Annulation des dettes contractées
- Renforcement de la société civile
- Constitutionnalisation de la nature civile de l'État
- Justice transitionnelle (Vérité, Réconciliation, Réintégration)
- Réforme des systèmes de sécurité (intérieure)
- Résoudre le conflit Israélo-Arabe (Conférence internationale sous l'égide des Nations-Unies)
- Réformer la Ligue Arabe
- Nécessité d'aboutir à davantage de coopération régionale et plus solidaire (Conférence sur la sécurité et la coopération en Méditerranée sur le modèle Helsinki)